

N°DBCA-2023-008

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE FORMATION DE FORMATEURS I.P.C.S AU COLLEGE ALBERT CAMUS D'YVETOT**

Le 23 février 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 07 février 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente

**ETAITS ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Faire de la sécurité civile l'affaire de tous</i>	<i>Participer au développement d'une culture de la sécurité civile Porter l'engagement citoyen</i>

\*

\* \*

Vu :

- *la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité de la sécurité civile, modifiée,*
- *le décret n° 2015-372 du 31 mars 2015 relatif au socle commun de compétences,*
- *le bulletin officiel de l'éducation nationale n°17 du 23 avril 2015 vise un socle commun de compétences,*
- *le code de l'éducation et notamment les articles L.312-13-1, L.122-1-1, D.122-1-3°,*
- *la circulaire N° INTK1512505C, du 26 mai 2015, du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile pose le principe que tous les citoyens doivent être acteurs de leur propre sécurité.

Ce principe a été introduit dans le code de l'éducation à l'article L.312-13-1 et dispose ainsi que tout élève bénéficie, dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques et aux missions des services de secours.

Les collégiennes et les collégiens sont en effet des personnes privilégiées, parce qu'elles retransmettront les messages à leurs familles et amis, mais surtout parce qu'elles représentent le corps social de demain.

Les interventions de grande ampleur que le département de la Seine-Maritime a connues ces dernières années ont fait apparaître une absence d'acculturation de la population seino-marine aux risques de sécurité civile.

Dans le cadre de sa politique d'ouverture vers ses partenaires, le Sdis 76 a souhaité être le chef de file de l'acculturation de la population à ces risques, notamment en initiant l'Information Préventive aux Comportements qui Sauvent (I.P.C.S).

Cette information permet au-delà de développer la culture du risque, de sensibiliser la population aux missions des acteurs et services de secours, d'inculquer la prévention du risque et renforcer la capacité à réagir devant un événement inconnu ou soudain, développer une éducation à la citoyenneté et améliorer les liens sociaux.

Afin d'assurer un maillage sur l'ensemble du territoire, il est nécessaire de développer la ressource de formateurs. Le collège Albert CAMUS a été identifié par l'Education Nationale comme lieu d'accueil pour former les formateurs.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de coopération entre la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Seine-Maritime, la direction du collège Albert CAMUS et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime dans le cadre de ce partenariat.

\*

\* \*

Il vous est proposé de bien vouloir autoriser le Président du Conseil d'administration à signer la convention jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230223-DBCA-2023-008-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2023

Affichage : 24/02/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

**André GAUTIER**